

LE POINT DE VUE DE

AUGUSTIN LANDIER et DAVID THESMAR

Les champions nationaux contre la croissance

Le Conseil d'analyse économique s'apprête à publier un rapport sur la compétitivité de l'économie française. Le constat est accablant : si quelques champions tirent leur épingle du jeu, la grande masse des PME françaises sont en perte de vitesse. Résultat : après près de deux décennies d'excédent commercial, la France renoue avec le déficit chronique. La perte de compétitivité de nos entreprises rappelle étrangement le début des années 1980, une époque de déroute économique que l'on croyait révolue. Selon les informations déjà publiées dans « Les Echos », les auteurs du rapport préconisent de privilégier le soutien public aux PME plutôt que de le concentrer sur quelques champions. On peut même aller plus loin : c'est parce que l'on dope nos champions que nos PME ne peuvent se développer. Parce que nous privilégions le statu quo, nous empêchons le tissu productif de se revitaliser.

Les champions nationaux sont un peu nos bijoux de famille : créés entre le XVIII^e siècle et les années 1960, nous les chérissons parce qu'ils font partie de la mythologie d'une prospérité économique perdue. Dans la grande tradition dirigiste française, l'un des axes de la politique gouvernementale consiste à apporter un soutien public sans faille à nos grandes entreprises. A première vue, ce dirigisme « new look » peut sembler prometteur : après tout, quel usage plus judicieux des fonds et des énergies publiques qu'aider nos grandes entreprises à innover, conquérir de nouveaux marchés et se protéger des prises de contrôle hostiles ? A y regarder de plus près, il y a pourtant des raisons de penser que cette politique de dopage des champions nationaux a des effets fortement toxiques sur notre économie.

Sous ses dehors patelins, ce type de patriotisme économique est en effet extrêmement coûteux pour les Français : il brise la dynamique de la croissance de long terme en rendant indirectement très difficile l'apparition de nouvelles grandes entreprises. En effet, les travaux récents confirment tous l'intuition initiale de Schumpeter : la croissance économique est un processus continu de création destructrice. Quel que soit le pays, quel que soit le secteur considéré, les firmes existantes contribuent peu à la croissance. Celle-ci est dans sa majeure partie le fait des nouvelles entreprises, qui exploitent de nouvelles technologies, pour vendre de nouveaux produits.

Ainsi fonctionne le capitalisme.

Les vingt-cinq plus grosses entreprises françaises existaient déjà toutes en 1960, alors que ce n'était le cas que de six d'entre elles aux Etats-Unis.

Impitoyablement, des entreprises nouvelles surpassent les anciennes, parce qu'elles servent à la fois mieux leurs clients, leurs employés et leurs investisseurs. Les capitaux, les talents et les consommateurs migrent alors des anciens champions vers ces jeunes champions qui peuvent ainsi se développer. Des

emplois sont détruits, pour que d'autres soient créés.

En apportant un traitement de faveur aux champions en place, c'est le processus vital de régénération de l'économie qu'on ralentit, au risque de gripper la machine capitaliste et donc de bloquer la croissance. Artificiellement dopés par leur monopole de l'attention politique et donc des subventions à l'investissement, à la recherche ou à l'embauche, nos champions épuisent une large partie de nos réserves nationales de deux denrées qui font cruellement défaut à nos jeunes entreprises : les capitaux privés disponibles et les travailleurs qualifiés. De plus, lorsque de nouvelles entreprises cherchent à se mesurer au champion en place sur leur marché, le combat est déloyal si ce dernier est dopé par la protection publique. Le dopage du « tenant du titre » décourage les challengers potentiels. Dans certains secteurs, la puissance publique va même jusqu'à octroyer au champion en place un monopole de fait sur le consommateur. Cette politique anticoncurrentielle pèse sur l'ensemble des consommateurs et sur le niveau des créations d'emplois ; elle est aussi antiredistributive, puisqu'elle bénéficie aux actionnaires et aux salariés protégés.

Le bilan de cette politique de statu quo est accablant : les vingt-cinq plus grosses entreprises françaises actuelles existaient déjà toutes en 1960, alors que ce n'était le cas que de six d'entre elles aux Etats-Unis. Pourtant, en ce domaine, la richesse, c'est la jeunesse : la capitalisation boursière de jeunes entreprises comme Google, Microsoft, Amazon ou Yahoo! dépasse largement celle de General Motors ou Ford. C'est parce qu'on apporte aux champions actuels une aide démesurée que l'on empêche, dans notre pays, l'émergence des champions de demain. Il s'agit évidemment de protéger l'emploi, la position stratégique de la France dans tel ou tel secteur, la fierté nationale. Mais, comme souvent en politique économique, c'est bien l'enfer qui est pavé de bonnes intentions.

AUGUSTIN LANDIER est maître de conférences à l'université de New York.

DAVID THESMAR est professeur associé à HEC Paris.